

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1903.

Proposition de loi portant répression de l'assurance de la mortalité infantile.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les médecins, les hygiénistes et tous ceux qui s'intéressent au progrès de la race humaine se sont depuis longtemps préoccupés de l'excessive mortalité des enfants en bas âge.

D'après le dernier annuaire de statistique, sur un nombre total de 126,963 décès survenus en Belgique en 1900, les enfants âgés de 1 an et moins interviennent pour 35,247, soit plus de 25 %; au-dessus de cet âge, la mortalité diminue. On constate, cependant, encore que de 1 à 5 ans la mortalité a été de 11,405, c'est-à-dire environ 18 % du chiffre total des décès, pendant cette même année.

Sans doute, les conditions physiologiques du nouveau-né et de l'enfant en bas âge expliquent en partie ce chiffre élevé, mais chacun sait qu'à cette faiblesse congénitale viennent s'ajouter d'autres facteurs :

Le manque de soins que subissent un grand nombre de jeunes enfants dont les mères, victimes de notre mauvaise organisation sociale, se voient dans l'obligation de confier ces petits malheureux à des mains inhabiles ou fréquemment à des enfants en âge d'école, pour aller à l'atelier gagner les quelques sous nécessaires à parfaire le salaire trop souvent insuffisant du mari.

Ne faut-il pas tenir compte des mauvaises conditions d'alimentation de la classe pauvre; des logements insalubres dans lesquels grouillent tant de travailleurs et où la lumière et l'air pur font défaut; de la négligence et de l'ignorance de beaucoup de parents qui ne savent pas les soins élémentaires à donner aux enfants.

Aussi, la mortalité infantile, malgré les progrès de l'hygiène publique,

n'est pas en décroissance. Au contraire, le nombre de décès d'enfants de moins d'un an a passé de 23 % en 1890 à plus de 25 % en 1900.

Pour donner une solution radicale à cette importante question, il serait nécessaire d'amener un changement complet dans la situation économique des travailleurs.

Si les salaires étaient suffisants, ne verrait-on pas disparaître la mauvaise alimentation des classes laborieuses; ne pourraient-elles occuper des logements plus salubres; ne verrait-on pas l'ignorance disparaître? Il ne serait plus nécessaire que la femme aille, de son côté, à l'atelier abandonnant son ménage et ses enfants auxquels elle pourrait prêter toute son attention, tout son dévouement; elle ne serait pas exposée d'autre part à mettre au monde des enfants chétifs et malingres ou mort-nés. On sait, les statistiques médicales le prouvent, combien certaines industries sont néfastes aux enfants conçus par les ouvrières qui y sont employées.

Mais la proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer aujourd'hui n'a pas la prétention de porter remède à la pénible situation de la classe pauvre. Elle a une portée plus modeste qui, cependant, si le Parlement consent à l'adopter, aura, pensons-nous, une certaine influence sur la mortalité infantile.

A côté des causes signalées plus haut, on voit s'exercer d'autres influences.

C'est ainsi qu'on a dénoncé récemment comme ayant des résultats déplorable la pratique, aujourd'hui constante, de l'assurance des enfants en bas âge.

La classe nécessiteuse est sollicitée de contracter des assurances sur la tête des enfants nouveau-nés, assurances qui rendent profitables les accidents funestes arrivés aux enfants assurés et venant, de cette façon, augmenter la propension de certains parents nécessiteux à ne pas donner aux enfants qui leur sont une charge les soins propres à assurer leur existence.

C'est surtout au pays flamand et à Bruxelles que sont signalés les abus les plus graves. Un médecin de Gand, M. le Dr Dupureux, dont l'initiative a été appuyée par toute la presse médicale, a signalé les abus dont nous parlons; à sa demande, une enquête a été ouverte par la Société royale de médecine publique, enquête dont les résultats ont été concluants.

Une statistique portant sur 141 observations d'enfants assurés morts en bas âge, a constaté qu'un seul a survécu 13 mois à l'assurance faite sur sa personne et que 21 y ont survécu 6 mois; 140 par conséquent sont morts dans l'année de l'assurance, et parmi eux 119 sont morts dans les 6 mois; d'un autre côté, sur ces 141 assurés, 121 sont morts avant 1 an d'âge, 10 avant 2 ans, 7 avant 3 ans et 3 avant 4 ans; pas un n'est arrivé à l'âge de 4 ans.

Ce n'est pas, du reste, en Flandre seulement que ces pratiques sont en usage; plusieurs médecins de Bruxelles sont venus attester que, fréquemment, des parents attendent pour apporter leurs enfants malades aux consultations des hôpitaux que l'état de ces pauvres petits êtres soit désespéré; ils se hâtent, aussitôt le décès survenu, de réclamer le certificat médical qui doit être produit à la société d'assurance, l'obtention de ce certificat étant le seul but de la démarche tardive qu'ils accomplissent.

L'assurance sur la mort des enfants revêt encore une autre forme; elle est parfois l'accessoire de l'assurance des parents; certaines sociétés donnent pour ainsi dire en prime à leurs assurés le droit à une indemnité en cas de décès de leurs enfants, sans que ceux-ci soient assurés directement et sans qu'aucune prime spéciale soit réclamée de ce chef.

Ces assurances encouragent même les pratiques abortives en donnant une indemnité à leurs assurées en cas d'accouchement avant terme d'enfants mort-nés.

Des brochures rédigées en dialogue familial vantent cyniquement l'aisance que semblables accidents amènent dans les familles qui ont contracté des assurances de ce genre, et un assez grand nombre de gens peu éclairés sur leurs devoirs de famille trouvent si avantageuses ces combinaisons immorales, que, pour soutenir la concurrence, toutes les sociétés d'assurances sont amenées les unes après les autres à introduire ces clauses dans leurs polices.

Le souci de la santé et de la moralité publiques commande de mettre fin à ces odieuses pratiques. Tel est l'objet de notre proposition de loi.

Nous demandons d'abord que les contrats d'assurance dont nous venons de parler soient frappés d'une nullité radicale s'ils s'appliquent à des enfants de moins de 5 ans; au delà de cet âge, les causes spéciales de la mortalité infantile n'existent plus.

Aucune action ne sera admise ni de la part des assureurs en paiement des primes convenues, ni de la part des assurés pour réclamer paiement des indemnités.

Mais il ne suffit évidemment pas d'édicter une nullité dont les parties pourraient ne pas se prévaloir.

C'est pourquoi nous proposons d'infliger une peine à ceux qui, pour leur compte ou pour compte d'autrui, auront conclu un contrat d'assurance sur la vie des enfants en bas âge.

Il nous a paru qu'il suffirait d'appliquer ces pénalités aux assureurs et à leurs agents sans en rendre passibles ceux qui se sont bornés à céder aux sollicitations qui leur ont été adressées par les agents d'assurance.

Ceux qui auront souscrit les contrats en question ne subiront d'autre punition que la perte des primes versées par eux en exécution du contrat, puisque toute action en répétition leur est refusée.

Mais il était impossible de laisser profiter les sociétés d'assurances des primes perçues en vertu des contrats que la loi frappe d'une nullité d'ordre public. C'est pourquoi nous proposons d'infliger aux assureurs une amende égale au quintuple des primes encaissées.

L'ensemble de ces dispositions rendra impossible la continuation des pratiques actuelles, et nous pensons que la Chambre, en les adoptant, fera œuvre d'assainissement social.

Notre proposition n'interdit pas d'une façon absolue de contracter des assurances sur la tête des enfants âgés de moins de 5 ans; il est légitime et il doit être permis de commencer immédiatement après la naissance les versements qui assurent à l'enfant, à l'époque de sa majorité ou plus tard, un capital ou le service d'une rente viagère.

La clause que nous voulons proscrire est celle qui promet aux parents une indemnité si leur enfant vient à mourir avant l'âge de 8 ans ; semblable clause ne rentre pas dans la notion vraie de l'assurance ; celle-ci n'est admise dans nos lois que comme la compensation d'une perte subie ; or l'enfant en bas âge ne représente pas pour la famille une valeur appréciable en argent, et si sa disparition est une cause de douleur cruelle, elle n'est la source d'aucun préjudice matériel. On ne fera donc, en empêchant l'assurance des enfants en bas âge, que rentrer dans la stricte application des principes fondamentaux de notre législation sur la matière.

Notre proposition nous semble donc pleinement justifiée, aussi bien au point de vue juridique qu'au point de vue moral et social.

Dr DELBASTÉE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Sont nuls tous contrats d'assurance ayant pour objet des capitaux ou indemnités payables soit au décès d'enfants avant l'âge de 3 ans, soit pour la naissance d'enfants mort-nés, que l'accouchement ait eu lieu à terme ou prématurément. Le contrat qui contient ces stipulations est entièrement nul aussi bien lorsqu'elles ne sont que des clauses accessoires que lorsqu'elles constituent l'objet principal de la convention.

Aucune action intentée en vertu de semblables contrats, soit pour obtenir le paiement des primes stipulées, soit pour obtenir restitution des primes payées ou versement de l'indemnité prévue au contrat, ne sera reçue en justice.

ART. 2.

Tout assureur, agent, inspecteur, directeur ou courtier d'assurances qui aura, d'une façon quelconque, participé à la conclusion ou à l'exécution d'un des contrats mentionnés à l'article 1^{er} sera passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 100 francs ou d'une de ces peines seulement. Les administrateurs des sociétés organisant ce mode d'assurance encourront les mêmes peines.

En cas de récidive, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 200 francs.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Zijn nietig alle overeenkomsten van verzekering die ten doel hebben de uitkeering van kapitalen of vergoedingen, betaalbaar hetzij bij het overlijden van kinderen voordat zij den leeftijd van 3 jaren hebben bereikt, hetzij bij de geboorte van doodgeboren kinderen, de bevalling zij tijdig of ontijdig geweest. De overeenkomst, die zoodanige bepalingen bevat, is volkomen nietig zoowel wanneer deze enkel de bijzaak der overeenkomst als de hoofdzaak daarvan uitmaken.

Geene vordering, uit kracht van soortgelijke overeenkomsten ingesteld, hetzij tot betaling van de bepaalde premiën, hetzij tot teruggave van de betaalde premiën of storting van de bij de overeenkomst voorziene vergoeding, is ontvankelijk in rechte.

ART. 2.

Elke verzekeraar, agent, opzichter, bestuurder van eene verzekeringsmaatschappij of makelaar in assurantien, die, op welke wijze ook, deelneemt aan het sluiten of uitvoeren van eene der in artikel 1 bedoelde overeenkomsten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met eene boete van 26 tot 100 frank of met slechts ééne dezer straffen. Dezelfde straffen worden bepaald tegen de beheerders van maatschappijen die zoodanige verzekering sluiten.

In geval van herhaling, wordt de schuldige gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en met eene boete van 50 tot 200 frank.

ART. 3.

La société d'assurances au profit de laquelle le contrat aura été conclu paiera de plus une amende égale au quintuple des primes perçues et sera civilement responsable des amendes auxquelles ses agents auront été condamnés en vertu de l'article précédent.

ART. 3.

De verzekeringsmaatschappij, ten voordeele van welke de overeenkomst wordt gesloten, betaalt daarenboven eene boete gelijkstaande met vijfmaal de ontvangen premien en is burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten, uit kracht van het vorig artikel aan hare agenten opgelegd.

Dr DELBASTÉE.
FÉLIX CAMBIER.
A. ALLARD.
ANT. DELPORTE.
L. BERTRAND.
J. MALEMPRÉ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1903.

Wetsvoorstel tot beteugeling van verzekeringen tegen kindersterfte.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Geneesheeren, gezondheidskundigen en al wie belang stelt in den vooruitgang van het menschelijk geslacht, toonden zich reeds sedert geruimen tijd bezorgd over de buitenmate groote sterfte onder jonge kinderen.

Volgens het jongste jaarboek voor de statistiek, telt men in 1900 onder het totaal van 126,963 sterfgevallen in België 35,247, dus meer dan 25 %, kinderen van 1 jaar en minder; boven dien leeftijd, vermindert de sterfte. Toch bevindt men dat van 1 tot 5 jaar de sterfte 11,403 bedroeg, dat is nagenoeg 18 % van het gansche cijfer der sterfte in dat jaar.

De physiologische toestand van het pasgeboren en van het jonge kind leggen ongetwijfeld gedeeltelijk dat hoog cijfer uit, doch een ieder weet dat er nog andere redenen bestaan dan aangeboren zwakheid :

Gebrek aan zorg voor tal van jonge kinderen, wier moeder, ten gevolge der verkeerde inrichting onzer samenleving, verplicht is die rampzalige schepseltjes toe te vertrouwen aan onbedreven handen, zelfs aan kinderen die ter school zouden moeten gaan, dewijl de moeder naar de fabriek moet, om het weinige te winnen tot het aanvullen van het al te vaak ontoereikend werkloon des echtgenoots.

Slechte voeding der arme lieden; ongezonde woningen, waarin het krielt van arbeiders en waar licht en zuivere lucht ontbreken; nalatigheid en onwetendheid van vele ouders, die niets kennen van de eerste zorgen aan kinderen te besteden.

Ondanks den vooruitgang der gezondheidsleer, neemt dan ook de kinder-

sterfte niet af. Integendeel, want het getal overlijdens van kinderen beneden één jaar, dat 23 % bedroeg in 1890, is in 1900 gestegen tot meer dan 23 %.

Om dit gewichtig vraagstuk grondig op te lossen, ware de huishoudkundige toestand der arbeiders volkomen te veranderen.

Ware 't werkloon toereikend, zou er dan geen einde komen aan de slechte voeding der werkende klassen; zouden zij geene gezondere woningen kunnen betrekken; zou de onwetendheid niet ophouden? 't Ware niet meer noodig dat de vrouw naar de fabriek trekt, haar huishouden en hare kinderen verlaat; zij zou er dan al hare aandacht, al hare moederzorg kunnen aan besteden. Daarenboven zou zij minder tengere en ziekelijke of doodgeboren kinderen baren. Uit geneeskundige statistieken blijkt hoe noodlottig sommige nijverheidstakken zijn voor kinderen, ontvangen door daarin arbeidende vrouwen.

Door het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben thans over te leggen, beweren wij evenwel niet den smartelijken toestand der arme klasse te doen ophouden. Het is van meer bescheiden omvang, en toch, wil de Kamer er mede instemmen, zal het, ons dunkens van zekeren invloed zijn op de kindersterfte.

Naast de hooger opgesomde oorzaken, bestaan andere invloeden.

Zoo werd onlangs gewezen op de betreurenswaardige gevolgen van de thans gestadig voorkomende verzekering van heel jonge kinderen.

Men lokt de behoeftige standen aan tot verzekeringen op het hoofd van pasgeboren kinderen, en daardoor brengen noodlottige ongevallen, aan verzekerde kinderen overkomen, baat op, wat sommige behoeftige ouders nog meer aanzet om hunnen kinderen, die hun tot last dienen, de zorgen te onthouden, welke hun bestaan verzekeren kunnen.

Voor al in 't Vlaamsche land en te Brussel, treft men de ergste misbruiken aan. Dr Dupureux, een Gentsch geneesheer, daarin ondersteund door alle geneeskundige bladen, maakte de door ons aangehaalde misbruiken bekend; op zijn aandringen werd door de Koninklijke maatschappij voor geneeskunde, een onderzoek ingesteld, en dezès uitslagen waren afdoende.

Uit eene statistiek over 141 waarnemingen op heel jong gestorven kinderen blijkt dat een enkel 13 maanden leefde, na de verzekering, op zijn hoofd genomen, en dat 21 nog 6 maanden leefden, bijgevolg stierven 140 binnen het jaar der verzekering, en onder deze, 119 in het tijdsverloop van 6 maanden; van die 141 verzekerden overleden anderzijds : 121 voordat zij 1 jaar bereikten, 10 vóór den leeftijd van 2 jaar, 7 vóór 3 en 3 vóór 4 jaar; niet een bereikte 4 jaar.

Overigens bestaan die praktijken niet enkel in Vlaanderen; vele Brusselsche geneesheeren getuigden dat sommige ouders vaak wachten om met hunne kinderen ter raadpleging in de gasthuizen te komen, tot de toestand dier arme wezens wanhopig is; zoodra deze dood zijn, vragen zij om het geneeskundig getuigschrift, dat bij de verzekeringsmaatschappij is over te leggen, en enkel om zulk schrift te krijgen, wenden zij laattijdig dezen stap aan.

Verzekering tegen kindersterfte geschiedt nog onder een anderen vorm; soms is zij een aanhangsel van de verzekering der ouders; sommige maat-

schappijen geven als 't ware tot bijprijs aan hare verzekerden het recht op eene vergoeding bij sterfte van hunne kinderen, zonder dat deze rechtstreeks zijn verzekerd en zonder dat daartoe eene afzonderlijke premie wordt geëischt.

Deze verzekeringen bevorderen zelfs vruchtafdrijving, want de verzekerden ontvangen vergoeding zoo doodgeboren kinderen voorbarig zijn gebaard.

In boekjes met eenvoudige gesprekken wordt op onbeschaamde wijze de welstand geroemd, door dergelijke ongevallen aangebracht in gezinnen die zulke verzekering aangingen, en tal van lieden, weinig op de hoogte van hunne familieplichten, vinden deze onzedelijke schikkingen zoo voordeelig, dat al die verzekeringsmaatschappijen om den wille der mededinging achter-eenvolgens die bepalingen in hare polissen opnemen.

In 't belang der openbare gezondheid en der zeden, hoeft er een einde te komen aan die verfoeilijke handelingen. Daartoe strekt ons wetsvoorstel.

Vooreerst vragen wij dat zulke verzekeringsovereenkomsten volstrekt nietig zouden verklaard worden, zoo ze zijn aangegaan voor kinderen beneden 5 jaar; boven dien leeftijd, bestaan geene bijzondere oorzaken van kindersterfte meer.

Geene vordering is ontvankelijk in rechte, zoomin vanwege de verzekeraars tot betaling der overeengekomen premiën, als van de verzekerden die betaling der vergoeding eischen.

Doch voorwaar volstaat het niet eene nietigheid uit te spreken, waarvan partijen allicht geen gebruik zouden maken.

Daarom ook stellen wij voor om eene straf op te leggen aan hen die voor eigen of voor een andermans rekening eene overeenkomst van verzekering op het leven van jeugdige kinderen aangaan.

Het kwam ons voor dat het voldoende ware die straffen van toepassing te maken op verzekeraars en hunne agenten, niet op hen die eenvoudig het oor leenden aan den aandrang van verzekeringsagenten.

Zij die zulke overeenkomsten onderteekenen, zullen niets anders verbeuren dan de door hun gestorte premiën, vermits alle terugvordering hun is ontzegd.

Doch onmogelijk mag men de verzekeringsmaatschappijen in 't bezit laten van premiën, getrokken naar luid van overeenkomsten, door de wet ongeldig verklaard om redenen van openbaar belang. Daarom vragen wij voor de verzekeraars eene boete van het vijfvoudige der geïnde premiën.

Deze gezamenlijke bepalingen maken de bestaande praktijken voortaan onmogelijk, en wij denken dat de Kamer, zoo zij er haar zegel aan hecht, een maatschappelijk gezondmakingswerk verrichten zal.

Ons voorstel verbiedt niet op volstreekte wijze dat er verzekering wordt aangegaan op het hoofd van kinderen beneden 5 jaar; 't is billijk en hoeft veroorloofd te wezen dat men onmiddellijk na de geboorte stortingen blijft doen om het meerderjarig geworden kind of nog later een kapitaal of eene lijfrente te bezorgen.

Wat wij willen verbieden, is de bepaling die aan ouders eene vergoeding toezegt, zoo hun kind vóór den leeftijd van 5 jaar sterft; zulke bepaling

behoort niet tot het wezenlijk begrip van verzekering; laatstbedoelde is in onze wetten slechts toegelaten als vergoeding van een geleden verlies; trouwens, een heel jong kind is voor de familie geene schatbare geldswaarde, en verwekt zijn verdwijnen grievende smart, toch brengt het geen stoffelijk verlies aan. Verhindert men het verzekeren van heel jeugdige kinderen, zoo komt men eenvoudig terug tot de strikte toepassing der grondbeginselen van onze wetten op dat gebied.

Ons voorstel schijnt ons dus volkomen billijk, zoo in een rechtskundig als in een zedelijk en maatschappelijk opzicht.

D^r DELBASTÉE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Sont nuls tous contrats d'assurance ayant pour objet des capitaux ou indemnités payables soit au décès d'enfants avant l'âge de 5 ans, soit pour la naissance d'enfants mort-nés, que l'accouchement ait eu lieu à terme ou prématurément. Le contrat qui contient ces stipulations est entièrement nul aussi bien lorsqu'elles ne sont que des clauses accessoires que lorsqu'elles constituent l'objet principal de la convention.

Aucune action intentée en vertu de semblables contrats, soit pour obtenir le paiement des primes stipulées, soit pour obtenir restitution des primes payées ou versement de l'indemnité prévue au contrat, ne sera reçue en justice.

ART. 2.

Tout assureur, agent, inspecteur, directeur ou courtier d'assurances qui aura, d'une façon quelconque, participé à la conclusion ou à l'exécution d'un des contrats mentionnés à l'article 1^{er} sera passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 100 francs ou d'une de ces peines seulement. Les administrateurs des sociétés organisant ce mode d'assurance encourront les mêmes peines.

En cas de récidive, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 200 francs.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Zijn nietig alle overeenkomsten van verzekering die ten doel hebben de uitkeering van kapitalen of vergoedingen, betaalbaar hetzij bij het overlijden van kinderen voordat zij den leeftijd van 5 jaren hebben bereikt, hetzij bij de geboorte van doodgeboren kinderen, de bevalling zij tijdig of ontijdig geweest. De overeenkomst, die zoodanige bepalingen bevat, is volkomen nietig zoowel wanneer deze enkel de bijzaak der overeenkomst als de hoofdzaak daarvan uitmaken.

Geene vordering, uit kracht van soortgelijke overeenkomsten ingesteld, hetzij tot betaling van de bepaalde premiën, hetzij tot teruggave van de betaalde premiën of storting van de bij de overeenkomst voorziene vergoeding, is ontvankelijk in rechte.

ART. 2.

Elke verzekeraar, agent, opzichter, bestuurder van eene verzekeringsmaatschappij of makelaar in assurantiën, die, op welke wijze ook, deelneemt aan het sluiten of uitvoeren van eene der in artikel 1 bedoelde overeenkomsten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met eene boete van 26 tot 100 frank of met slechts ééne dezer straffen. Dezelfde straffen worden bepaald tegen de beheerders van maatschappijen die zoodanige verzekering sluiten.

In geval van herhaling, wordt de schuldige gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en met eene boete van 50 tot 200 frank.

ART. 3.

La société d'assurances au profit de laquelle le contrat aura été conclu paiera de plus une amende égale au quintuple des primes perçues et sera civilement responsable des amendes auxquelles ses agents auront été condamnés en vertu de l'article précédent.

ART. 3.

De verzekeringsmaatschappij, ten voordeele van welke de overeenkomst wordt gesloten, betaalt daarenboven eene boete gelijkstaande met vijfmaal de ontvangen premien en is burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten, uit kracht van het vorig artikel aan hare agenten opgelegd.

D^r DELBASTÉE.
FÉLIX CAMBIER.
A. ALLARD.
ANT. DELPORTE.
L. BERTRAND.
J. MALENFRÉ.

